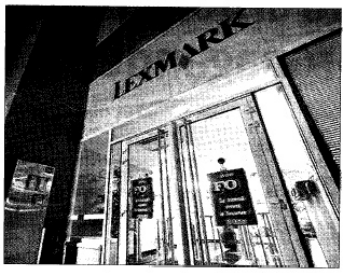
La République du Centre du 29 octobre 2009

Lexmark : les négociations progressent, selon les syndicats

Hier, la rencontre entre la direction et les organisations syndicales a permis d'avancer sur un certain nombre de points. Reste en suspens la question des garanties sur les emplois conservés.

La tension est retombée d'un cran chez Lexmark à Orléans alors qu'une table ronde a réuni, hier, la direction représentée par Philippe Dumoulin, le président du groupe à l'échelle de la France, et les organisations syndicales. Une rencontre qui intervient une semaine après l'annonce par la direction de la suppression de 117 emplois à Orléans, le siège social du groupe américain en France.

« Il y a un gros changement dans l'attitude de la direction et nous avons obtenu des avancées », a estimé, hier soir, avec soulagement, François Huguet, responsable FO, le syndicat majoritaire. *« Nous réclamons des mesures d'accompagnement pour toutes les personnes licenciées et des garanties pour les emplois sauvegardés, car si nous ne pouvons pas les obtenir, nous estimons que le site d'Orléans est voué à la fermeture. Il reste des points de blocage sérieux que nous espérons lever demain (aujourd'hui) lors de la reprise des négociations »*. Reste que l'annonce de ces 117 suppressions d'emplois au sein d'une entreprise qui donnait le sentiment de souffrir bien moins que ses concurrentes directes de la crise a soulevé l'indignation et l'incompréhension.



LE SITE DE LEXMARK, À ORLÉANS. Si les négociations devaient échouer aujourd'hui, les syndicats n'excluent pas de mener des actions.

« Restaurer des marges »

« Notre sentiment est que l'expertise accumulée pendant 18 ans sur le site de Boigny a une valeur énorme pour l'entreprise. Elle ne se voit pas dans les comptes annuels de cette société qui réalise 5 milliards de dollars de chiffre d'affaires », écrit ainsi Jean-Philippe Grand, porte-parole des Verts orléanais, qui poursuit : *« Les Lexmark français croyaient que leur entreprise était différente, ils s'aperçoivent qu'ils ne sont qu'une ligne prétendument trop coûteuse dans un bilan comptable. »*

Même condamnation sous la plume du sénateur PS Jean-Pierre Sueur qui a rencontré les représentants syndicaux : *« Il s'agit, une nouvelle fois, de suppressions d'emplois dont la finalité est financière. Il ne s'agit, pour l'entreprise, que de restaurer ses marges. Il s'agit de faire en sorte qu'une situation "profitable" aux actionnaires le soit davantage encore, au détriment de l'intérêt légitime des salariés et de leurs familles. »* Le président de l'AggIO, Charles-Éric Lemaignen, s'est dit, lui, *« profondément choqué »* par ce plan social.

Anthony Gautier.

Phoca PDF